

AVIS PUBLIC

AVIS PUBLIC CONCERNANT L'OUVERTURE D'UN REGISTRE

AUTORISATION D'INSTALLER D'ABRIS D'AUTOS TEMPORAIRES DANS DES ZONES RESIDENTIELLES

Destinataires: Personnes intéressées ayant le droit de demander l'ouverture d'un registre:

Objet : Deuxième projet de règlement numéroté 2217-FFF-P2 et intitulé:

«Règlement pour amender le règlement de zonage No. 2217 de la Ville de Côte Saint-Luc afin d'autoriser l'installation d'abris temporaires dans les zones RU et RB»

1. DEUXIÈME PROJET DE RÈGLEMENT ET DEMANDE D'APPROBATION RÉFÉRENDAIRE

À la suite de l'assemblée publique de consultation tenue le 4 septembre 2018 ainsi que de l'assemblée ordinaire du Conseil tenue le 4 septembre 2018, le Conseil de la Ville de Côte Saint-Luc a adopté le deuxième projet de règlement numéroté 2217-FFF-P2 et intitulé «Règlement pour amender le règlement de zonage No. 2217 de la Ville de Côte Saint-Luc afin d'autoriser l'installation d'abris temporaires dans les zones RU et RB».

Ce deuxième projet de règlement contient des dispositions qui pourront faire l'objet d'une demande de la part des personnes intéressées afin qu'un règlement contenant de telles dispositions soit soumis à l'approbation des personnes habiles à voter conformément à la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*.

Des autres renseignements permettant de déterminer quelles personnes intéressées ont droit de signer une demande à l'égard de chaque disposition du deuxième projet de règlement et sur l'objectif d'une telle demande peuvent être obtenus en communiquant en personne, par courrier électronique ou par téléphone, avec le soussigné.

2. CONDITIONS DE VALIDITÉ D'UNE DEMANDE

Pour être valide, une demande doit :

- Indiquer clairement la disposition qui en fait l'objet et la zone ou secteur de la zone d'où elle provient;
- Être reçue par la municipalité au plus tard le **11 octobre 2018 à 16 h 30** ;
- Être signée par au moins 12 personnes intéressées de la zone d'où une demande valide pourra provenir ou par au moins la majorité d'entre elles si le nombre de personnes intéressées dans la zone n'excède pas 21.

3. CONDITIONS POUR ÊTRE UNE PERSONNE INTÉRESSÉE

Est une personne intéressée :

- > Toute personne qui n'est frappée d'aucune incapacité de voter et qui remplit les conditions suivantes le **4 septembre 2018**:
 - Être domiciliée dans la zone d'où peut provenir une demande;
 - Être domiciliée depuis au moins 6 mois au Québec.
- > Tout propriétaire unique d'un immeuble ou occupant unique d'un établissement d'entreprise qui n'est frappé d'aucune incapacité de voter et qui remplit les conditions suivantes le **4 septembre 2018**:
 - Être depuis au moins 12 mois propriétaire unique d'un immeuble ou occupant d'un établissement d'entreprise situé dans une zone d'où peut provenir une demande;

PUBLIC NOTICE

PUBLIC NOTICE RE: REQUEST FOR OPENING OF A REGISTER

AUTHORIZATION TO HAVE TEMPORARY CAR SHELTERS IN RESIDENTIAL ZONES

To: All interested persons having the right to request that a register be opened:

Object: Second Draft By-law numbered 2217-FFF-P2 and entitled:

“By-law to amend the Zoning by-law No. 2217 of the City of Côte Saint-Luc in order to authorize the installation of temporary car shelters in zones RU and RB”

1. SECOND DRAFT BY-LAW AND APPLICATION FOR APPROVAL BY WAY OF REFERENDUM

Following the public consultation meeting held on September 4, 2018 as well as the Regular Council Meeting held on September 4, 2018, the Côte Saint-Luc City Council has adopted a Second Draft by-law numbered 2217-FFF-P2 and entitled, “By-law to amend the Zoning by-law No. 2217 of the City of Côte Saint-Luc in order to authorize the installation of temporary car shelters in zones RU and RB”.

This Second Draft by-law contains provisions in respect of which interested persons may request that by-laws containing such provisions be submitted to the approval of qualified voters in conformity with the *Act respecting elections and referendums in municipalities*.

Information on which interested persons are entitled to sign an application with respect to each provision of the Second Draft by-law and on the tenor of an application may be obtained by communicating, in person, by e-mail or by telephone, with the undersigned.

2. CONDITIONS FOR AN APPLICATION TO BE VALID

An application, in order to be valid must:

- State clearly the provision to which it refers and the zone or sector of a zone from which it originates;
- Be received by the municipality by **October 11, 2018 at 4:30 p.m.**;
- Be signed by at least twelve (12) interested persons in the zone eligible to sign the application. However, should the aforementioned eligible zone contain 21 interested persons or less, the request shall require, in order to be valid, the signature of the majority of interested persons in that zone.

3. CONDITIONS TO BE CONSIDERED AN INTERESTED PERSON

An interested person is:

- > Any person who is not disqualified from voting and who fulfills the following conditions as of **September 4, 2018**:
 - Be domiciled in the territory of zone from which a valid application may emanate; and
 - Be domiciled at least since six months in Québec,
- > Any person who is not disqualified from voting and who is a sole owner of an immovable or occupant of a place of business as of **September 4, 2018** and fulfills the following conditions:
 - Is, for at least the past twelve months, sole owner of an immovable or occupant of a place of business located in a zone from which a valid application may emanate;

SUITE DE LA PAGE ??

- Avoir produit ou produire en même temps que la demande un écrit signé par le propriétaire ou l'occupant demandant l'inscription sur la liste référendaire, le cas échéant.
- Tout copropriétaire indivis d'un immeuble ou cooccupant d'un établissement d'entreprise qui n'est frappé d'aucune incapacité de voter et qui remplit les conditions suivantes le **4 septembre 2018**:
- Être copropriétaire indivis d'un immeuble ou cooccupant d'un établissement d'entreprise dans la zone d'où peut provenir une demande depuis au moins 12 mois;
 - Être désigné, au moyen d'une procuration signée par la majorité des personnes qui sont copropriétaires ou cooccupants depuis au moins 12 mois comme celui qui a le droit de signer la demande en leur nom et d'être inscrit sur la liste référendaire, le cas échéant. La procuration doit avoir été produite ou être produite au plus tard avec la demande.

Dans le cas d'une personne physique, il faut:

- Qu'elle soit majeure (18 ans), de citoyenneté canadienne et ne pas être en curatelle.

Dans le cas d'une personne morale, il faut:

- Avoir désigné parmi ses membres, administrateurs ou employés, par résolution, une personne qui le **4 septembre 2018**: est majeure (18 ans), de citoyenneté canadienne, qui n'est pas en curatelle et n'est frappée d'aucune incapacité de voter prévue par la loi; et
- Avoir produit ou produire en même temps que la demande une résolution désignant la personne autorisée à signer la demande et à être inscrite sur la liste référendaire, le cas échéant.

Sauf dans le cas d'une personne désignée à titre de représentant d'une personne morale, nul ne peut être considéré comme personne intéressée à plus d'un titre conformément à l'article 531 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*.

Pour de plus amples renseignements permettant de déterminer quelles sont les personnes intéressées dans chaque zone ou concernant les modalités d'exercice par une personne morale (compagnie) de son droit de signer une demande, veuillez communiquer avec le soussigné, en personne, par courrier électronique ou par téléphone.

4. ZONES VISÉES ET ZONES CONTIGUËS

Un croquis illustrant les zones visées ainsi que les zones contiguës pour lesquelles une demande pourrait être déposée pour chaque disposition du règlement est annexé au présent avis et en fait partie intégrante. Ce croquis délimite les zones actuellement en vigueur.

Chaque zone dans la Ville aura le droit de participer.

Une description plus complète peut être consultée aux bureaux de la municipalité.

5. ABSENCE DU DÉPÔT DE DEMANDE VALIDE

Toutes les dispositions du deuxième projet de règlement, qui n'auront pas fait l'objet d'une demande valide, pourront être incluses dans un règlement qui n'aura pas à être approuvé par les personnes habiles à voter.

6. DÉPÔT DE DEMANDE VALIDE

Toutes les dispositions du deuxième projet de règlement, qui auront fait l'objet d'au moins une demande valide selon les exigences énoncées au point 2 de cet avis, pourront être incluses dans un règlement qui aura à être approuvé par les personnes habiles à voter dans le cadre de la tenue d'un registre.

CONTINUED FROM PAGE ??

- Has produced or will produce at the same time of the application, a signed document by the said sole owner or occupant requesting to be placed on the referendum list.

➤ Any person who is not disqualified from voting and who is an undivided co-owner or co-occupant of a place of business as of **September 4, 2018** and who fulfills the following conditions :

- Is, for at least the past twelve months, an undivided co-owner or co-occupant of a place of business in a zone from which a valid application may emanate;
- Must have designated, from amongst themselves by a power of attorney signed by the majority of the undivided co-owners or co-occupants who, for at least the past twelve (12) months, were undivided co-owners or co-occupants (similar to the interested person that has the right to sign and be inscribed on the referendum list). The designation must have been produced or will be produced, at the latest, at the time of the application.

In the case of a natural (physical) person:

- He must be of full age (18 years old), a Canadian Citizen and not under Curatorship.

In the case of a Company (personne morale)

- He must exercise his rights through one of its members, administrators or employees designated for that purpose by resolution. The said member, administrator or employee must, on **September 4, 2018**, be of full age (18 years old), a Canadian Citizen and not have an incapacity as per the law; and
- The said company must have produced or will produce at the same time of the application, a resolution designating the authorized person to sign the application and to be inscribed on the referendum list.

Except in the case of a person designated to represent a legal person, no one may exercise their right to sign the register in more than one capacity, pursuant to section 531 of the *Act respecting elections and referendums in municipalities*.

Further information regarding who may be considered interested persons as well as the manner in which a legal person (company) may exercise the right to sign an application, may be obtained by communicating with the Undersigned in person, by e-mail or by telephone.

4. AFFECTED ZONES AND CONTIGUOUS ZONES

A sketch of the affected zones as well as the contiguous zones from which an application may originate are annexed herewith to form an integral part thereof, to avail herein as if quoted hereinafter at length. This sketch delineates the Zones as they are currently in force.

Every zone in the City will have the right to participate.

A more complete map may be consulted at the offices of the municipality.

5. WHEN NO VALID APPLICATION IS RECEIVED

The provisions in respect of which no valid application is received may be included in a by-law that is not required to be submitted for the approval of the qualified voters.

6. WHEN A VALID APPLICATION IS RECEIVED

Every provision of the Second Draft by-law, that was the object of at least one valid application received (as per the requirements stated in point 2 of this notice) may be included in a by-law that is required to be submitted for the approval of the qualified voters by way of a Register.

SUITE DE LA PAGE ??

Si le nombre de signatures requises n'est pas atteint lors du registre, le règlement sera réputé avoir été approuvé par les personnes habiles à voter. Si le nombre de signatures requises dans le cadre du registre est atteint, un scrutin référendaire pourra être tenu.

7. CONSULTATION DU DEUXIÈME PROJET DE RÈGLEMENT ET OBTENTION DE DOCUMENTS

Le deuxième projet de règlement et un résumé dudit projet peuvent être consultés et obtenus et une illustration des zones visées et des zones contiguës peut être consultée sans frais aux archives municipales situées au 5801, boulevard Cavendish, durant les heures normales de bureau, soit du lundi au vendredi de 8 h 30 à 16 h 30.

DONNÉ À LA VILLE DE CÔTE SAINT-LUC CE 3 OCTOBRE 2018

Jonathan Shecter LL.B.
Greffier

Pour plus d'information, veuillez me contacter au 514-485-6800 ou au jshecter@cotesaintluc.org

CONTINUED FROM PAGE ??

If the required number of signatures is not reached subsequent to the holding of a Register, the by-law will be deemed approved by the qualified voters. If the required number of signatures is reached, a referendum poll may be held.

7. CONSULTATION OF THE SECOND DRAFT BY-LAW AND OBTAINING OF DOCUMENTS

The second draft by-law and a summary pertaining thereto may be consulted and obtained and an illustration of the affected zones as well as the contiguous zones may be consulted, free of charge, at the municipal archives located at 5801 Cavendish Boulevard between Monday and Friday, during regular office hours, said hours being 8:30 am to 4:30 pm.

GIVEN IN CÔTE SAINT-LUC ON THIS 3rd DAY OF OCTOBER 2018

Jonathan Shecter LL.B.
City Clerk

For further information please contact me at 514-485-6800 or at jshecter@cotesaintluc.org

VOIR CROQUIS À LA PAGE ??

SEE SKETCH ON PAGE ??

LÉGENDE

PM-16	LIMITE DE ZONE	<u>ZONES À DOMINANCE COMMERCIALE ET DE SERVICES</u>
	ZONES CONTIGUËS	CD Commerce de détail et de services CR Commerce récréatif CA Commerce automobile CC Centre commercial
	ZONES CONCERNÉES	<u>ZONES À DOMINANCE INDUSTRIELLE</u> IN Industrie

CATÉGORIE DE ZONES:

ZONES À DOMINANCE RÉSIDENTIELLE

RU Habitation unifamiliale
RU* Habitation unifamiliale avec normes particulières prévus à l'article 4-4-4
RB Habitation bifamiliale
RM Habitation multifamiliale
RM* Habitation multifamiliale avec usages complémentaires prévus à l'article 5.1
HM Habitation mixte

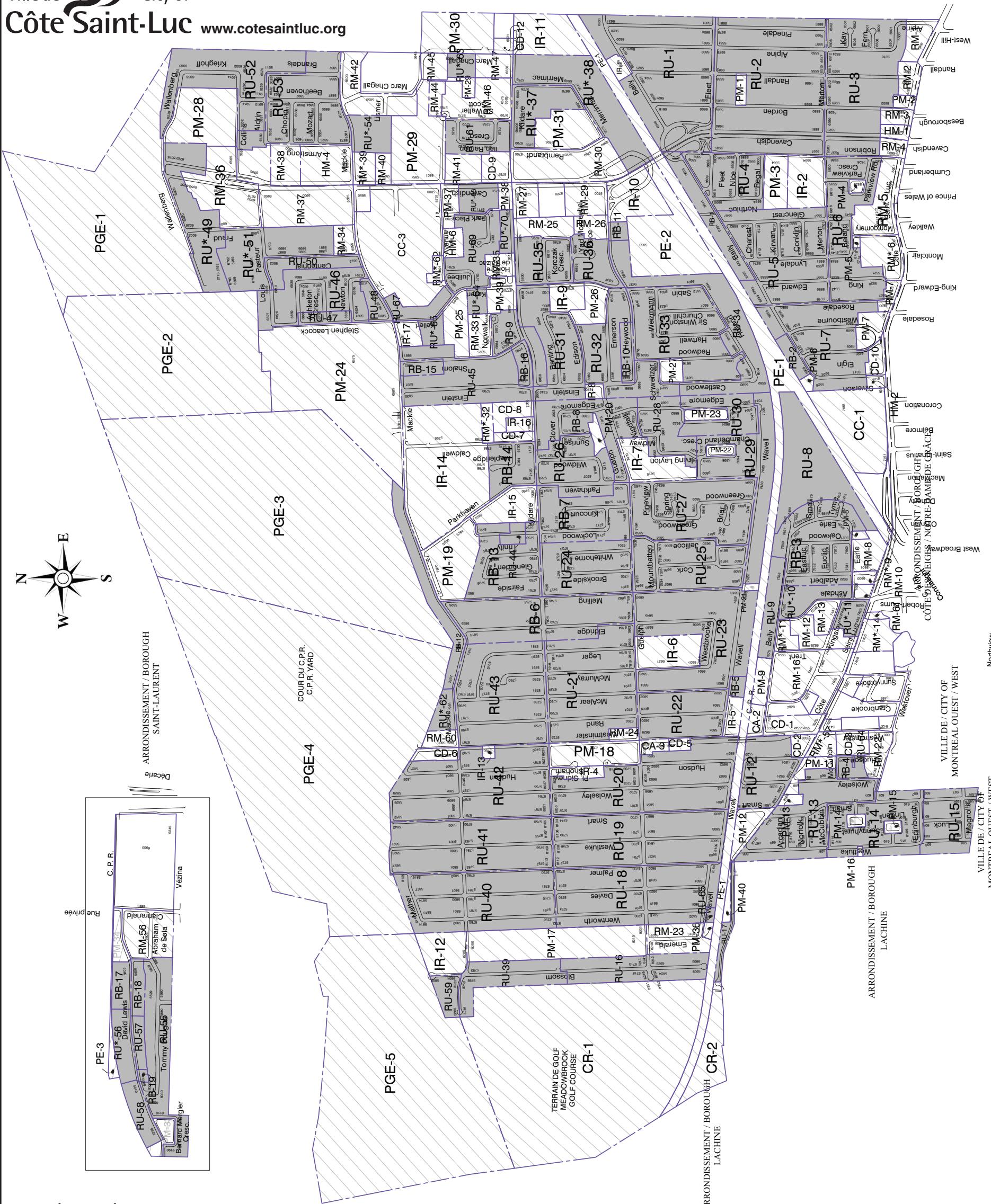
PM-16	ZONE LIMITS	<u>ZONES WITH A COMMERCIAL AND SERVICE DOMINANCE</u>
	CONTIGUOUS ZONES	CD Retail commerce and services CR Recreational commerce CA Automobile commerce CC Commercial centre
	CONCERNED ZONES	<u>ZONES WITH AN INDUSTRIAL DOMINANCE</u> IN Industry
	CATEGORY OF ZONES:	<u>ZONES WITH A PUBLIC DOMINANCE</u>
		PM Parks, Green Spaces, Recreational and Municipal facilities
		PE Public utilities
		PGE Major public utilities
		<u>ZONES WITH AN INSTITUTIONAL DOMINANCE</u>
		IR Culture, Religion, Education, Health

RÈGLEMENT No. 2217-FFF-P2

BY-LAW No. 2217-FFF-P2

VOIR CROQUIS À LA PAGE ??

SEE SKETCH ON PAGE ??



LÉGENDE

- PM-16
- ZONES CONTIGUËS
- ZONES CONCERNÉES

CATÉGORIE DE ZONES:

ZONES À DOMINANCE RÉSIDENTIELLE

- RU Habitation unifamiliale
 RU* Habitation unifamiliale avec normes particulières prévus à l'article 4-4-4
 RB Habitation bifamiliale
 RM Habitation multifamiliale
 RM* Habitation multifamiliale avec usages complémentaires prévus à l'article 5.1
 HM Habitation mixte

ZONES À DOMINANCE COMMERCIALE ET DE SERVICES

- CD Commerce de détail et de services
 CR Commerce récréatif
 CA Commerce automobile
 CC Centre commercial

ZONES À DOMINANCE INDUSTRIELLE

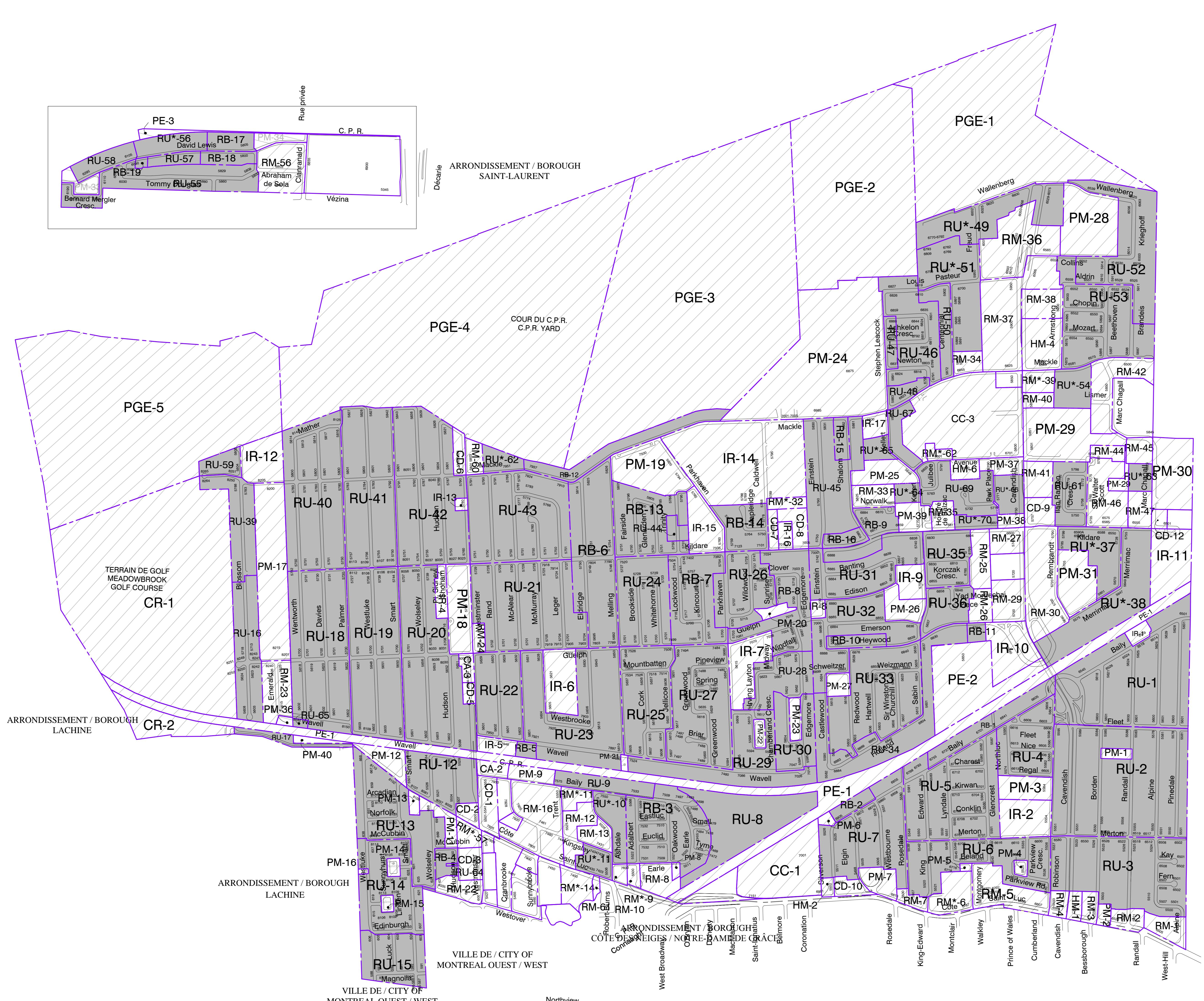
- IN Industrie

ZONES À DOMINANCE PUBLIQUE

- PM Parcs, espaces verts, équipements récréatifs et équipements municipaux
 PE Entreprises publiques
 PGE Grandes entreprises publiques

ZONES À DOMINANCE INSTITUTIONNELLE

- IR Culture, religion, éducation, santé



LEGEND:

- PM-16
- ZONE LIMITS
- CONTIGUOUS ZONES
- CONCERNED ZONES

CATEGORY OF ZONES:

ZONES WITH A RESIDENTIAL DOMINANCE

- RU Single-family dwelling
 RU* Single-family dwelling with specific norms as noted in Article 4-4-4
 RB Two-family dwelling
 RM Multi-family dwelling
 RM* Multi-family dwelling with complementary uses as noted in Article 5-1
 HM Mixed dwelling

ZONES WITH A COMMERCIAL AND SERVICE DOMINANCE

- CD Retail commerce and services
 CR Recreational commerce
 CA Automobile commerce
 CC Commercial centre

ZONES WITH AN INDUSTRIAL DOMINANCE

- IN Industry

ZONES WITH A PUBLIC DOMINANCE

- PM Parks, Green Spaces, Recreational and Municipal facilities
 PE Public utilities
 PGE Major public utilities

ZONES WITH AN INSTITUTIONAL DOMINANCE

- IR Culture, Religion, Education, Health